

**Le Centre d'étude et de réflexion sur le monde francophone
(CERMF)**

L'aide française au développement en 2016

**Le monde francophone demeure le parent pauvre
de l'aide française au développement**

**Juin 2018
www.cermf.org**

Le monde francophone demeure le parent pauvre de l'aide française au développement

En 2016, moins d'un euro sur six versés par la France a été affecté au vaste monde francophone. Une situation qui traduit un manque de vision à long terme, et qui s'oppose à la politique du Royaume-Uni qui privilégie toujours son espace géolinguistique. Et les perspectives sont peu encourageantes.

Selon les dernières statistiques détaillées publiées par l'OCDE, la France n'a consacré que 32 % de ses aides relevant de la catégorie dite de l'Aide publique au développement (APD) à des pays francophones en 2016. En y rajoutant sa lourde contribution nette au budget de l'Union européenne (UE), selon les données fournies par le Sénat, la part du monde francophone (en l'occurrence l'Afrique francophone, Haïti et le Vanuatu) s'établit à environ 15 % du volume global des aides au développement versées par l'Hexagone à des pays étrangers.

Une politique peu francophonophile

Concernant la partie relative à l'APD (qui se rapporte aux pays à revenu faible ou intermédiaire, et non membres de l'UE), et comme à peu près chaque année, seuls deux des dix premiers pays bénéficiaires, aides bilatérales et multilatérales confondues, étaient des pays francophones : le Maroc (2e) et le Cameroun (4e). Les autres principaux bénéficiaires étaient dans l'ordre : la Turquie (1e), la Jordanie (3e), l'Égypte (5e), l'Inde, la Colombie, le Mexique, l'Éthiopie et le Brésil.

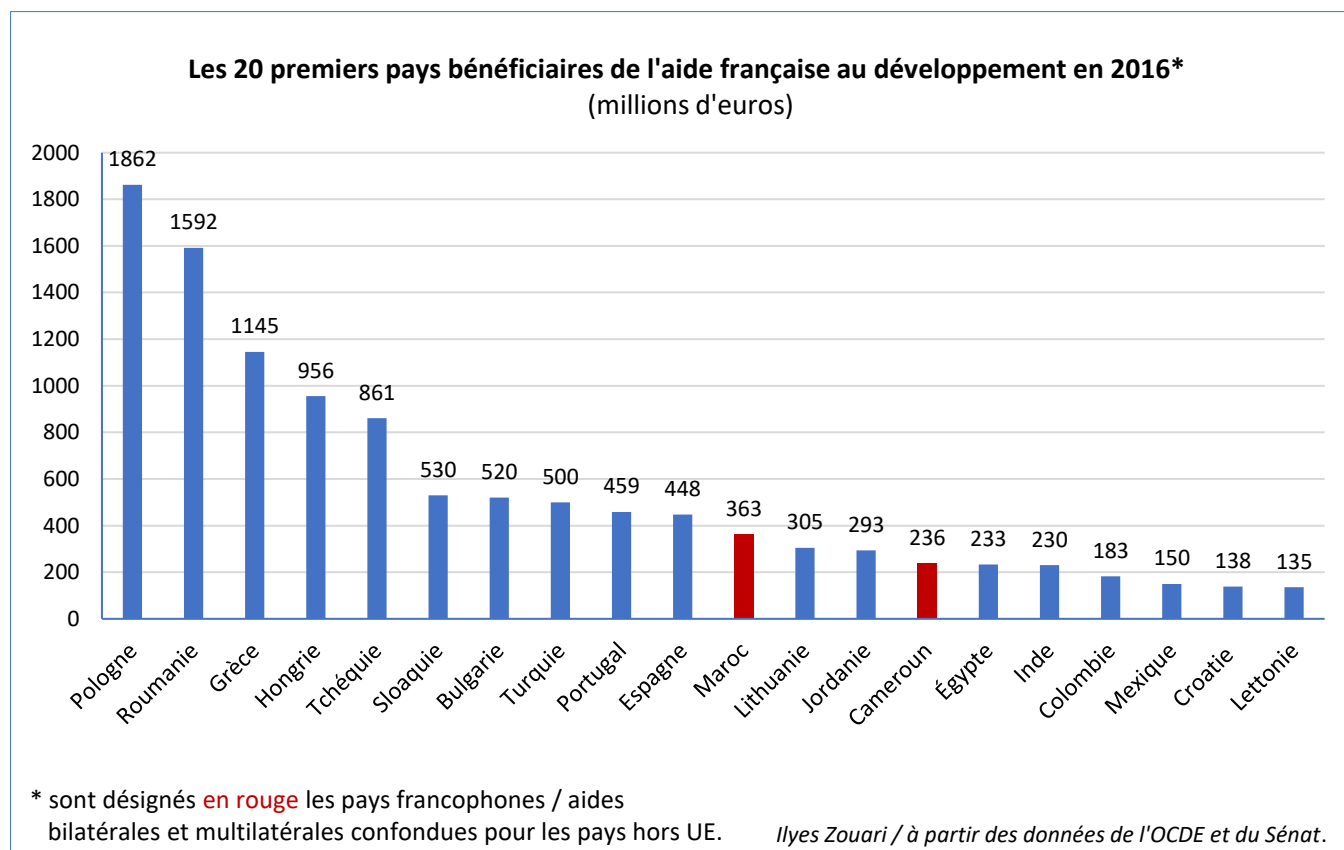
Pour ce qui est des aides bilatérales, qui représentent environ 60% de l'APD française (58% en 2016), celles-ci se sont à nouveau principalement orientées vers des pays non francophones. En effet, seuls trois des dix premiers pays récipiendaires étaient francophones, à savoir le Maroc (1e), le Cameroun (3e) et l'Algérie (10e, et qui refait son apparition dans les 20 premiers du classement). Les autres principaux pays bénéficiaires étant la Jordanie (2e), l'Égypte (4e), la Colombie, le Mexique, l'Inde, le Brésil et la Turquie (9e). Cinquième en 2016, la Colombie s'était classée première en 2015, seconde en 2014 et quatrième en 2013. Pour sa part, le Brésil, pourtant déjà assez développé et concurrençant même la France dans certains domaines, arrivait en quatrième position des pays bénéficiaires de l'aide bilatérale française en 2014 et en 2015, et en deuxième position en 2012.

Au total, environ 32 % de l'APD française a ainsi été affectée aux pays du monde francophone, soit 2,7 milliards d'euros sur une enveloppe globale de 8,5 Mds (chiffres hors Wallis-et-Futuna, archipel qui ne peut naturellement être pris en compte puisqu'il s'agit d'un territoire français). Ce taux est approximatif, à quelques décimales près, puisqu'il inclut quelques éléments n'ayant pas fait l'objet d'une répartition précise par pays, et qui concernent notamment des aides répertoriées comme « régionales », certains frais administratifs, ainsi qu'une partie des coûts liés aux étudiants et aux demandeurs d'asile présents sur le territoire français.

Cette part se retrouve également au niveau du groupe AFD, qui gère environ la moitié de l'APD bilatérale française, et dont 32 %, approximativement, du volume global des autorisations de financement accordées à des pays étrangers ont été consacrés au monde francophone. Comme chaque année ou presque, seuls trois des dix principaux pays bénéficiaires étaient francophones, à savoir : la Côte d'Ivoire (2e), le Maroc (6e) et le Sénégal (8e). Il est d'ailleurs à noter que le Brésil se classe deuxième des pays bénéficiaires sur l'ensemble de la période quinquennale 2012-2016, et que la part des aides non remboursables (subventions, contrats de désendettement, bonification de prêts...) n'a représenté qu'environ 35 % des financements accordés aux pays francophones.

Mais aux aides relevant de l'APD, il convient naturellement d'ajouter celles versées annuellement à un certain nombre de pays européens membres de l'Union européenne, et essentiellement situés en Europe orientale. Ceci est d'autant plus justifié que ces aides se caractérisent par leur totale gratuité, étant ni remboursables ni assorties de conditions au profit de l'économie française. Et ce, contrairement aux aides relevant de l'APD dont le tiers, environ, est remboursable (le quart environ pour les pays francophones), et qui sont parfois assorties de certaines conditions plus ou moins indirectes.

Or, la contribution nette de la France au budget de l'UE s'est élevée à non moins de 9,216 milliards d'euros en 2016, qui viennent donc s'ajouter aux 8,518 Mds de l'APD. Ainsi, la part du monde francophone s'est établie à environ 15,4 % du total des aides allouées par la France à des pays tiers, soit seulement 1 euro sur 6,5 euros versés. Cette part est même en baisse par rapport aux deux années précédentes, puisqu'elle s'établissait à environ 18,1 % en 2015 et 17,5 % en 2014. Par ailleurs, il est à noter que le Maroc, premier pays francophone bénéficiaire, arrive alors à la onzième place d'un classement global où il est l'un des deux seuls pays francophones (avec le Cameroun) à faire partie des vingt premiers bénéficiaires de l'aide française au développement.



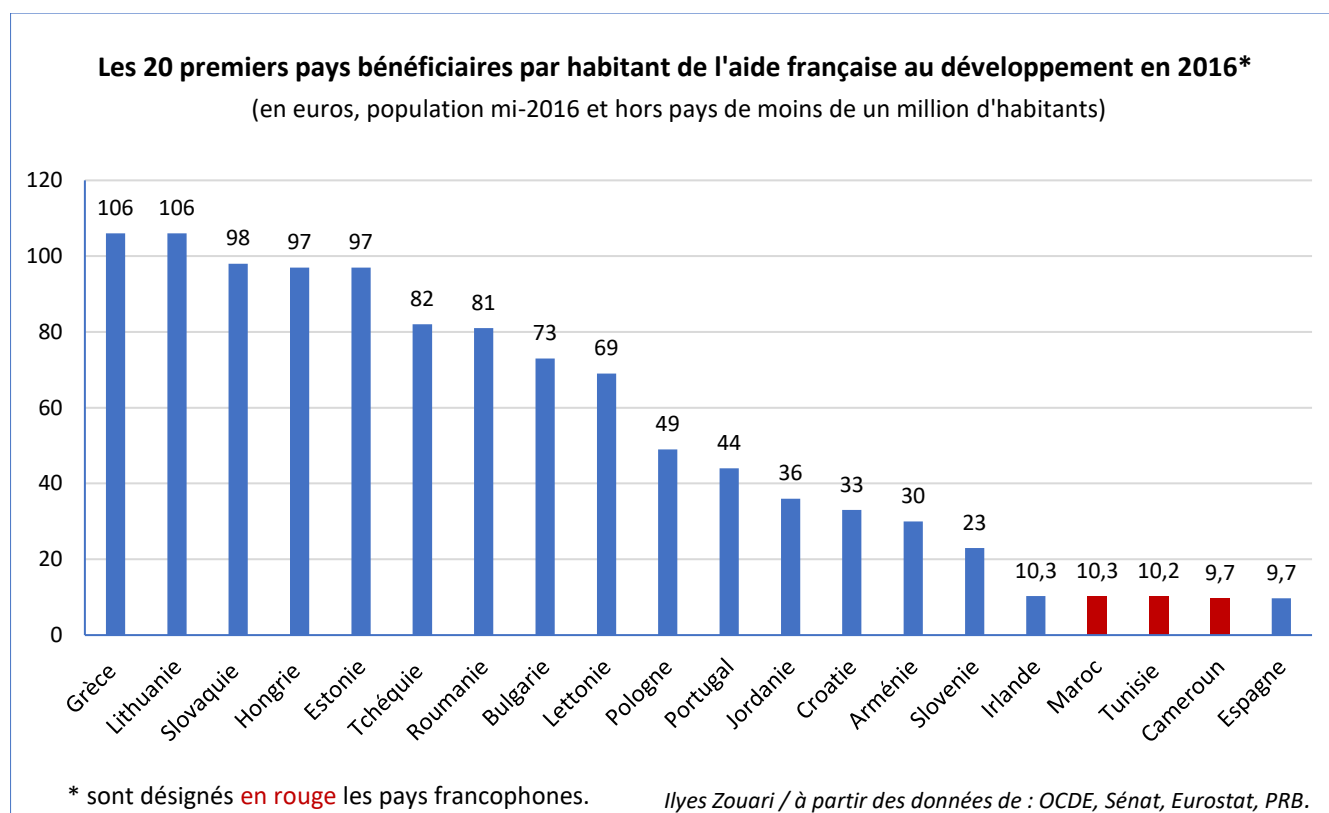
Manque de vision à long terme

Pourtant, force est de constater que toutes les études économiques démontrent clairement que les échanges peuvent être bien plus importants entre pays et peuples partageant une même langue, comme le rappelait si bien le rapport Attali sur la francophonie, publié en 2014. Un seul exemple suffit d'ailleurs à démontrer l'impact économique du lien linguistique : les touristes québécois sont proportionnellement quatre fois plus nombreux que les touristes américains à venir chaque année en France... et à y dépenser. En d'autres termes, toute richesse générée dans un pays francophone au profit de l'économie locale finit par revenir en bonne partie dans le circuit économique des autres pays francophones, et ce, en vertu d'un mécanisme semblable à celui des vases communicants. D'où le concept de « zone de coprosperité », une des traductions possibles du terme *Commonwealth*.

Cependant, la France consacre chaque année l'essentiel de ses aides à des pays non francophones, et en particulier aux treize pays d'Europe orientale membres de l'UE (ou UE13 : 11 pays d'Europe de l'Est + la Grèce et Chypre). Ces derniers, ayant reçu, en 2016, 89,3 % de l'ensemble des aides versées par le budget de l'UE, la part de la France à destination de ces pays s'est donc élevée à 8,226 milliards d'euros, soit 3,0 fois plus que pour l'ensemble du monde francophone (autour de +202 %). Pourtant, la population totale de cette partie de l'UE (au passage déjà assez développée) n'était que de près de 115 millions d'habitants mi-2016, soit moins du tiers de la population totale des pays francophones du Sud (environ 385 millions à la même date), ce qui correspond donc à un aide à peu près 10,1 fois plus importante par habitant (71,8 euros/hab. contre

environ 7,1 euros/hab.). Ainsi, un petit pays comme l'Estonie, peuplé alors de seulement 1,3 million d'habitants, a reçu de la France la somme de 128 millions d'euros (ou l'équivalent de 97 euros par habitant), soit davantage que la Tunisie, berceau des révolutions arabes et seul pays à avoir réussi sa transition politique (115 millions d'euros, aides bilatérales et multilatérales confondues, pour 11,3 millions d'habitants mi-2016, soit 10,2 euros/hab.), que le Sénégal (102 millions d'euros pour 15,4 millions d'hab., soit 6,6 euros/hab.), que le Niger (106 millions d'euros pour 19,7 millions d'hab., soit 5,4 euros/hab.) ou encore que la RDC (111 millions d'euros pour 79,8 millions d'hab., soit 1,4 euros/hab.).

Pour sa part, le Maroc, premier pays francophone bénéficiaire de l'APD française (364 millions d'euros pour 35,3 millions d'hab., soit 10,3 euros/hab.) se trouve ainsi largement dépassé par la Slovaquie (530 millions d'euros pour 5,4 millions d'hab., soit 98 euros/hab.), tout comme par la Pologne et la Roumanie qui sont les deux premiers bénéficiaires des aides françaises au développement avec, respectivement, 1,863 milliard (pour 38,4 millions d'hab., soit 49 euros/hab.) et 1,592 milliard d'euros (pour 19,8 millions d'hab., soit 81 euros/hab.).



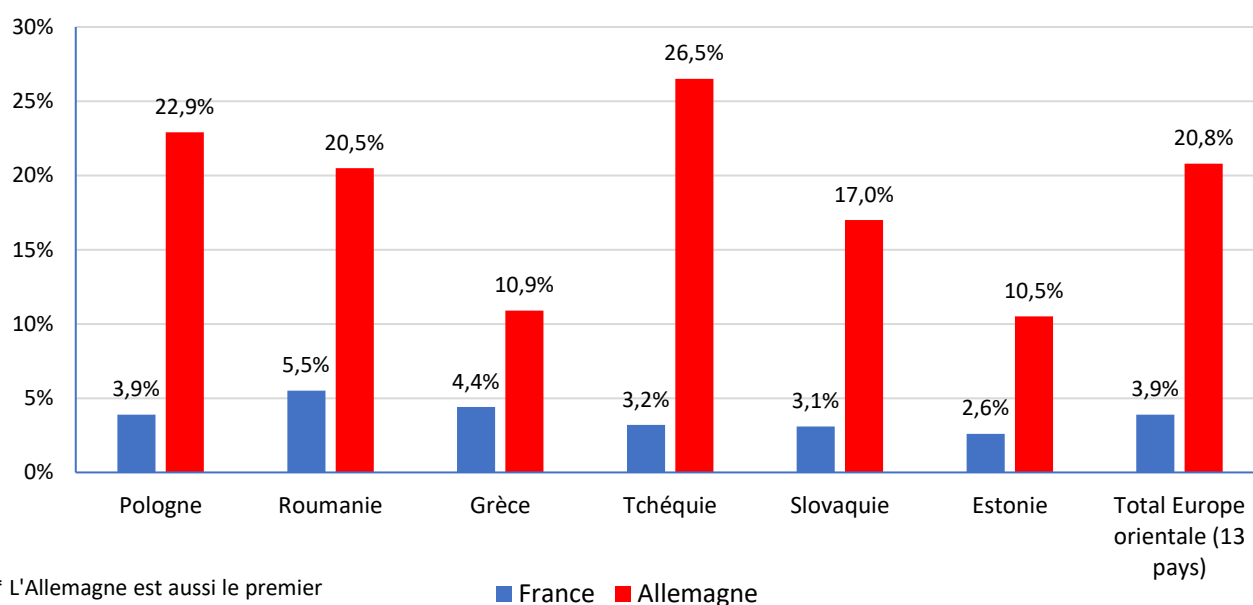
Compte tenu de l'existence, au niveau de l'APD française, de certains montants n'ayant pas fait l'objet d'une répartition détaillée par pays, comme indiqué précédemment, les chiffres donnés pour les pays francophones sont donc probablement légèrement sous-estimés. Par ailleurs, il convient de ne pas oublier les flux financiers en provenance des diasporas francophones vivant en France, et qui sont particulièrement importants pour le Maroc, la Tunisie et le Sénégal. Pour les deux premiers pays, s'ajoutent également d'importants flux financiers en provenance des très nombreuses entreprises françaises qui y sont implantées, qui y investissent, paient des impôts (souvent de manière indirecte) et emploient des dizaines de milliers de personnes. Toutefois, la prise en compte de ces différents éléments ne change rien au fait que les transferts reçus par les pays francophones demeurent très en deçà des flux reçus, par habitant, par chacun des 13 pays d'Europe orientale membres de l'UE (qui comptent, eux aussi, de fortes diasporas en Europe de l'Ouest, et qui reçoivent également de nombreux investissements).

La politique française en matière d'aide au développement semble donc assez irrationnelle, d'autant plus que la part de marché de l'Hexagone n'a été que de 3,9 % en 2016 pour l'ensemble des 13 pays d'Europe orientale membres de l'UE (3,8 % en 2015), selon les dernières données complètes disponibles au niveau du *Comtrade*, un des départements de l'ONU (et

3,8 % pour les 11 pays d'Europe de l'Est). À titre d'exemple, cette part a été de 2,6 % en Estonie, de 3,1 % en Slovaquie, de 5,5 % en Roumanie, de 3,9 % en Pologne et de 4,4 % en Grèce. La France se trouve ainsi loin derrière l'Allemagne qui arrive très largement en tête des pays fournisseurs de la zone, avec une part de marché de 20,8 % (21,5 % pour les 11 pays d'Europe de l'Est), et assez loin également du second fournisseur qu'est la Chine, grâce notamment à ses produits bon marché (8,6 % pour l'ensemble de la région).

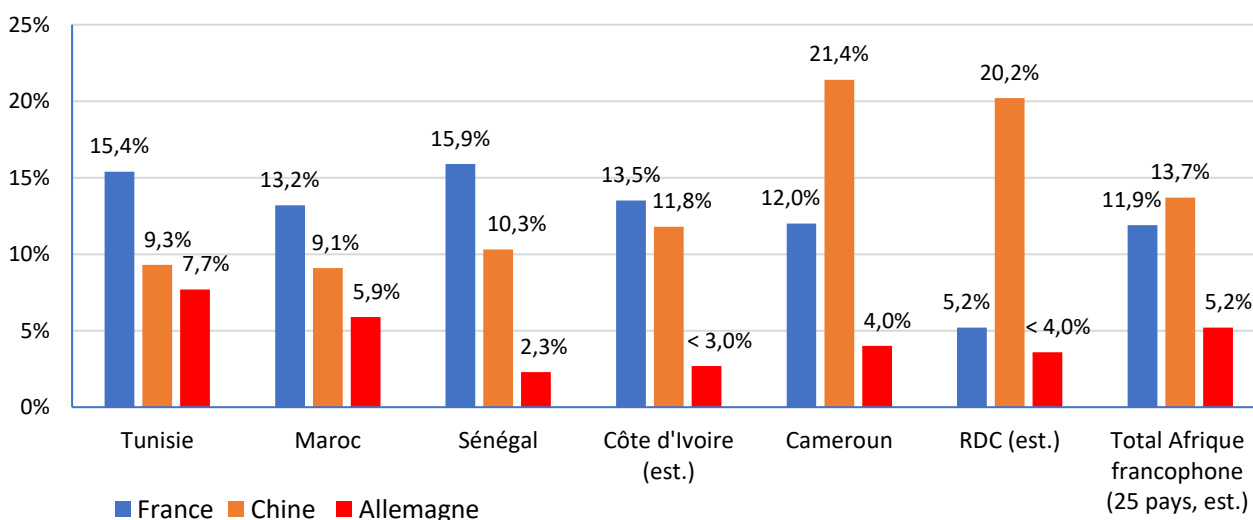
A contrario, et concernant les pays précédemment cités, la part de marché de la France a été la même année de 15,4 % en Tunisie (1^{er} fournisseur étranger), de 13,2 % au Maroc (2^e fournisseur, récemment dépassé par l'Espagne), de 15,9 % au Sénégal (1^{er} fournisseur) et de 28,3 % au Niger (1^{er} fournisseur), arrivant à chaque fois assez largement devant la Chine, et loin devant l'Allemagne. Et pour ce qui est de l'Afrique francophone dans son ensemble, et malgré une forte concurrence de la Chine dont les produits bon marché sont particulièrement appréciés sur le continent, la France est tout de même parvenue à maintenir un écart assez limité avec celle-ci en arrivant seconde avec une part de marché globale estimée à 11,9 %, contre 13,7 % pour la Chine (7,7 % pour l'Espagne, troisième, et seulement 5,2 % environ pour l'Allemagne, qui arriverait de peu en quatrième position, devant les États-Unis).

Parts de marché de la France et de l'Allemagne dans les pays d'Europe orientale membres de l'UE en 2016*



Ilyes Zouari / à partir des données du Comtrade.

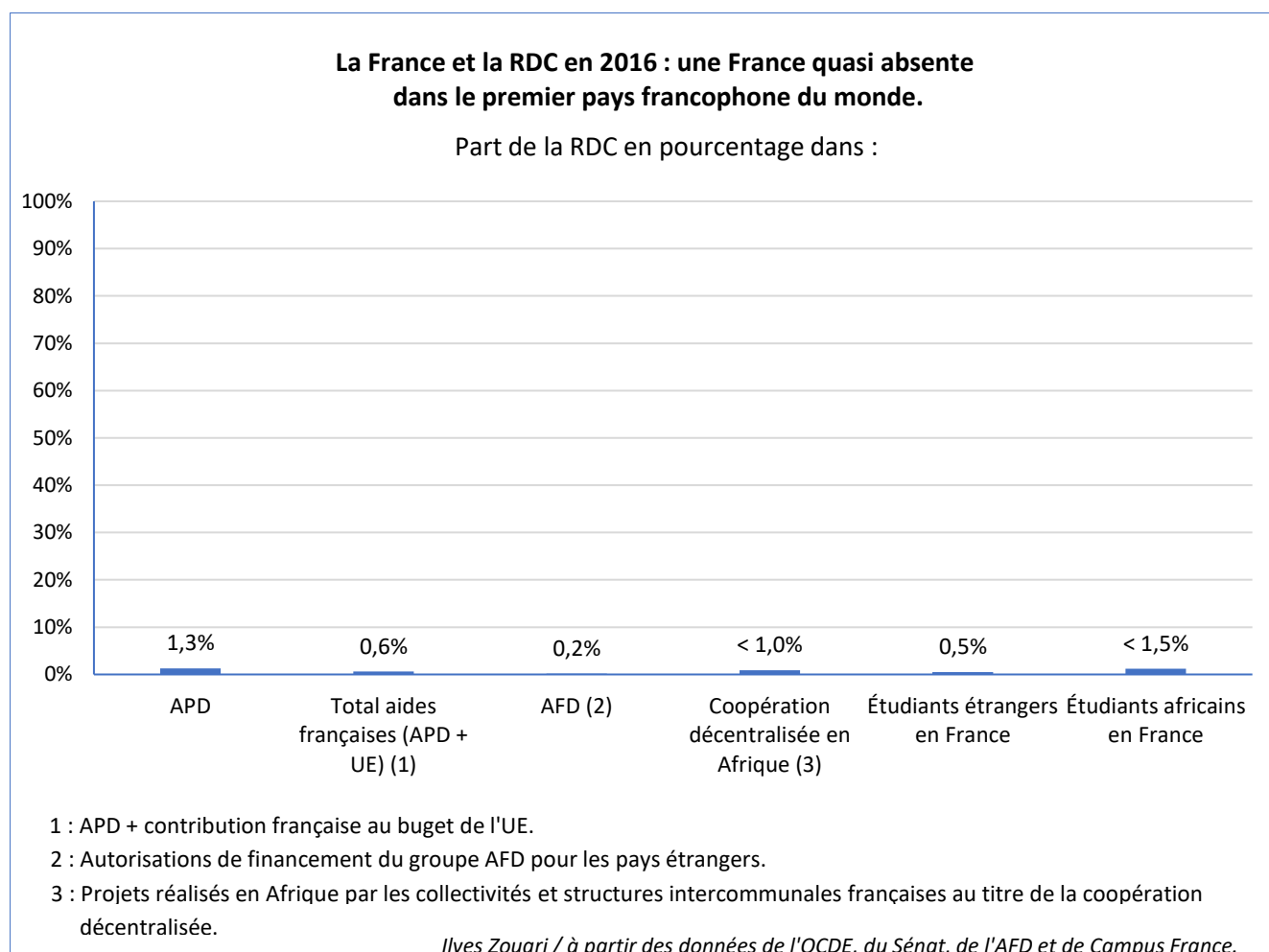
Parts de marché de la France, de la Chine et de l'Allemagne en Afrique francophone en 2016



Ilyes Zouari / à partir des données du Comtrade et du CIA World Factbook.

Ainsi, la politique étrangère de la France consiste à financer essentiellement des pays qui continuent à s'orienter systématiquement en premier vers l'Allemagne, 27 ans après la chute de l'URSS, ce qui revient donc à subventionner l'économie allemande et ses industries (aux gigantesques excédents commerciaux). La célèbre expression « travailler pour le roi de Prusse » semble ainsi être la doctrine de la politique étrangère de la France. Cette situation est d'autant plus injustifiée que les pays d'Europe orientale votent régulièrement contre les positions françaises au sein des grandes instances internationales (ONU...), et ce, contrairement à la majorité des pays francophones avec qui la France partage de nombreuses valeurs communes en matière de politique étrangère.

Cette approche contreproductive de la France se manifeste particulièrement en RDC, pourtant premier pays francophone du monde avec ses 83 millions d'habitants, et dont la capitale Kinshasa est désormais la plus grande ville francophone du monde (13 millions d'hab.) devant Paris (11 millions). Vaste comme plus de la moitié de l'UE, ce pays ne bénéficie chaque année que de moins de 1 % des aides versées par l'Hexagone à des pays tiers (0,6 % du total en 2016, et 1,3 % de l'APD). Ce désintérêt français à l'égard de la RDC s'observe également au niveau de l'AFD (moins de 0,2 % des autorisations de financement du groupe accordées à des pays étrangers en 2016 !), au niveau de la part des étudiants originaires du pays dans l'ensemble des étudiants présents en France (0,5 % du total, et un peu plus de 1,0 % des étudiants africains), ou encore au niveau de la part des projets y étant réalisés par les collectivités et structures intercommunales françaises au titre de la coopération décentralisée en Afrique (< 1 %).



Pourtant, et malgré ce qui peut être considéré comme un abandon, la France parvient tout de même à avoir dans ce pays une part de marché plus importante que celle qui est la sienne dans la quasi-totalité des pays d'Europe orientale, grâce notamment au lien linguistique (5,2 % en 2016 selon le *CIA World Factbook*, à défaut de données disponibles au niveau du *Comtrade*).

Toutefois, elle arrive bien loin derrière la Chine qui aurait fourni 20,2 % des importations congolaises en 2016. Pourtant, la France pourrait sans grande difficulté accroître sa présence en RDC, dont la forte dépendance vis-à-vis du partenaire chinois pourrait, à terme, nuire aux intérêts du pays (la Chine aurait notamment absorbé 35,3 % des exportations de la RDC la même année).

Mais ce manque de vision de la France se manifeste également à Djibouti, un des six pays de l'Afrique de l'Est francophone. Un pays qui a enregistré en 2017 une croissance supérieure à 6 % pour la quatrième année consécutive (7,1 %), et qui est en passe de devenir une plaque tournante du commerce international grâce à sa situation géographique stratégique et à des investissements massifs en provenance de Chine. Pourtant, moins d'une dizaine d'entreprises françaises sont implantées dans ce pays, avec lequel la compagnie aérienne Air France n'assure qu'un seul vol hebdomadaire direct avec Paris. Contraste saisissant avec les sept vols directs assurés par *Turkish Airlines* en direction d'Istanbul, ou encore avec les trois liaisons assurées par le groupe *Emirates* vers Dubaï.

En RDC et à Djibouti, la France se contente de construire des centres culturels (en RDC) ou de maintenir une base militaire (à Djibouti). Tout comme, bien naïve (contrairement à la Grande-Bretagne, de surcroît trois fois moins peuplée à l'époque), et toutes proportions gardées, elle pensait au temps de Louis XIV et de Louis XV que la simple construction de forts militaires, sans presque aucune activité autour, lui permettrait de maintenir son influence en Amérique du Nord, alors très majoritairement française.

Cette situation est d'autant plus regrettable que l'Afrique francophone, ensemble de 25 pays regroupant 390 millions d'habitants et s'étendant sur une superficie de 14,0 million de km² (soit 3,1 fois l'UE tout entière), constitue, malgré tout, la zone la plus dynamique du continent, et notamment dans sa partie subsaharienne (22 pays). En 2017, et pour la cinquième fois en six ans, l'Afrique subsaharienne francophone a ainsi de nouveau été le moteur de la croissance continentale avec une hausse globale de son PIB de 3,2 % (3,9 % hors cas très particulier le Guinée équatoriale), contre 2,1 % pour le reste de l'Afrique subsaharienne (selon les données fournies par la Banque mondiale en janvier 2018). Sur la période 2012-2017 (6 années), et grâce aux nombreuses réformes accomplies par une majorité de pays pour améliorer le climat des affaires et progresser en matière de bonne gouvernance, cet ensemble a enregistré une croissance globale annuelle de 4,2 % en moyenne (4,9 % hors Guinée équatoriale), contre 3,0 % pour le reste de l'Afrique subsaharienne. Un dynamisme particulièrement visible dans l'espace UEMOA, qui constitue la plus vaste zone de forte croissance du continent (6,5 % en 2017, et moyenne de 6,4 % par an sur la période 2012-2017).

La France a donc tout intérêt à financer davantage les pays francophones du Sud afin de tirer plus amplement profit de leur croissance économique (notamment grâce au lien linguistique), tout en l'accéléralant. Et en particulier dans les pays où elle se trouve fortement concurrencée par la Chine, voire largement dépassée (surtout en RDC).

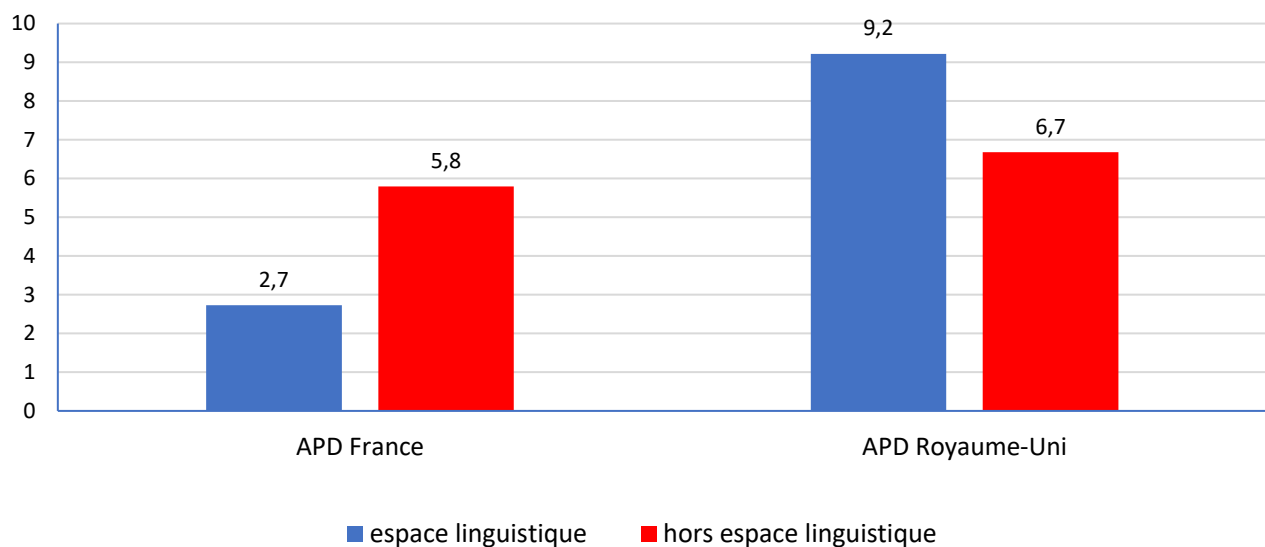
Certes, la France est une grande puissance mondiale, territorialement présente sur quatre continents et militairement sur cinq continents, notamment grâce aux « DOM-TOM » (ce qui n'est pas le cas de la Russie, par exemple). Grâce à sa vaste zone économique exclusive (ZEE), la seconde plus vaste au monde avec des 11,0 millions de km², la France compte aussi non moins de 34 pays frontaliers à travers la planète (dont 23 uniquement par mer), ce qui constitue un record mondial devant le Royaume-Uni (25 pays) et les États-Unis (18 pays). Afin de conserver ce statut de grande puissance, la France se doit donc d'être financièrement présente sur tous les continents et auprès de tous les pays, y compris en Europe où elle aspire à jouer un rôle important. Mais à condition toutefois de ne pas négliger le vaste monde francophone (dont la superficie réelle est d'ailleurs souvent divisée par deux ou trois par la majorité des cartes géographiques en circulation). En effet, et en plus des éléments économiques et géopolitiques précédemment cités, c'est en grande partie grâce à l'émergence démographique et économique de l'espace francophone que l'apprentissage du français est en progression constante à travers le monde (à l'exception notable de l'UE, zone anormalement la plus anglicisée au monde), et en particulier en Asie et en Afrique subsaharienne non francophone. La langue étant le principal vecteur d'influence culturelle, avec, *in fine*, des répercussions là aussi économiques et géopolitiques, la France doit donc investir prioritairement dans son espace linguistique afin d'amplifier cette progression, au bénéfice de ses propres intérêts à moyen et long termes (ainsi que de ceux de l'ensemble des pays ayant le français en partage).

Le Royaume-Uni, un modèle d'intelligence stratégique

Contrairement à la France, assez irrégulière, le Royaume-Uni a constamment fait preuve d'une vision à long terme depuis les années 1600 (à une époque où il ne s'agissait encore que du royaume d'Angleterre). Ainsi, il continue aujourd'hui à consacrer une partie importante de ses efforts aux pays appartenant à son espace linguistique. En 2016, ces derniers ont représenté sept des vingt premiers pays bénéficiaires de l'ensemble des aides britanniques au développement (APD et contribution nette au budget de l'UE), contre seulement deux pays francophones parmi les vingt premiers bénéficiaires de l'aide française. Et concernant celles relevant de la catégorie de l'APD, les pays anglophones ont représenté six des dix premiers pays récipiendaires du total de la catégorie, mais surtout huit des dix premiers récipiendaires de l'aide bilatérale, comme presque chaque année (et 16 des 20 premiers !). Cette écrasante prépondérance au niveau de l'aide bilatérale démontre bien que la priorité donnée aux pays anglophones est avant tout le résultat d'une volonté politique bien affirmée, et qu'elle n'est pas simplement due à leur nombre.

Au final, le Royaume-Uni a ainsi consacré environ 58 % de son APD à son espace géolinguistique (32% pour la France). Et en tenant compte de sa contribution nette au budget de l'UE (6,272 Mds d'euros, dont une partie très marginale de 52 millions d'euros pour trois petits pays anglophones membres de l'UE : l'Irlande, Malte et Chypre), cette part s'est ainsi élevée à environ 41,7 % du total des aides versées à des pays étrangers en 2016 (contre environ 15,4 % pour la France). Cette priorité accordée aux pays anglophones n'a d'ailleurs pas empêché le Royaume-Uni d'être davantage présent que l'Hexagone dans le reste du monde, et ce, grâce à l'importance du volume de son APD qui s'est élevée à 15,86 Mds d'euros (hors Sainte-Hélène et Montserrat bien sûr, car territoires britanniques), soit presque le double de l'APD française (+ 86 %). En effet, le Royaume-Uni est parvenu à consacrer la somme de 6,7 Mds d'euros à des pays situés hors espace anglophone, soit 0,9 Md de plus que le montant alloué par la France à des pays situés hors espace francophone (5,8 Mds).

**France / Royaume-Uni : répartition géographique de l'APD
entre propre espace linguistique et reste du monde en 2016 (Mds d'euros)***



* Hors Wallis-et-Futuna pour la France / hors Sainte-Hélène et Montserrat pour le Royaume-Uni.

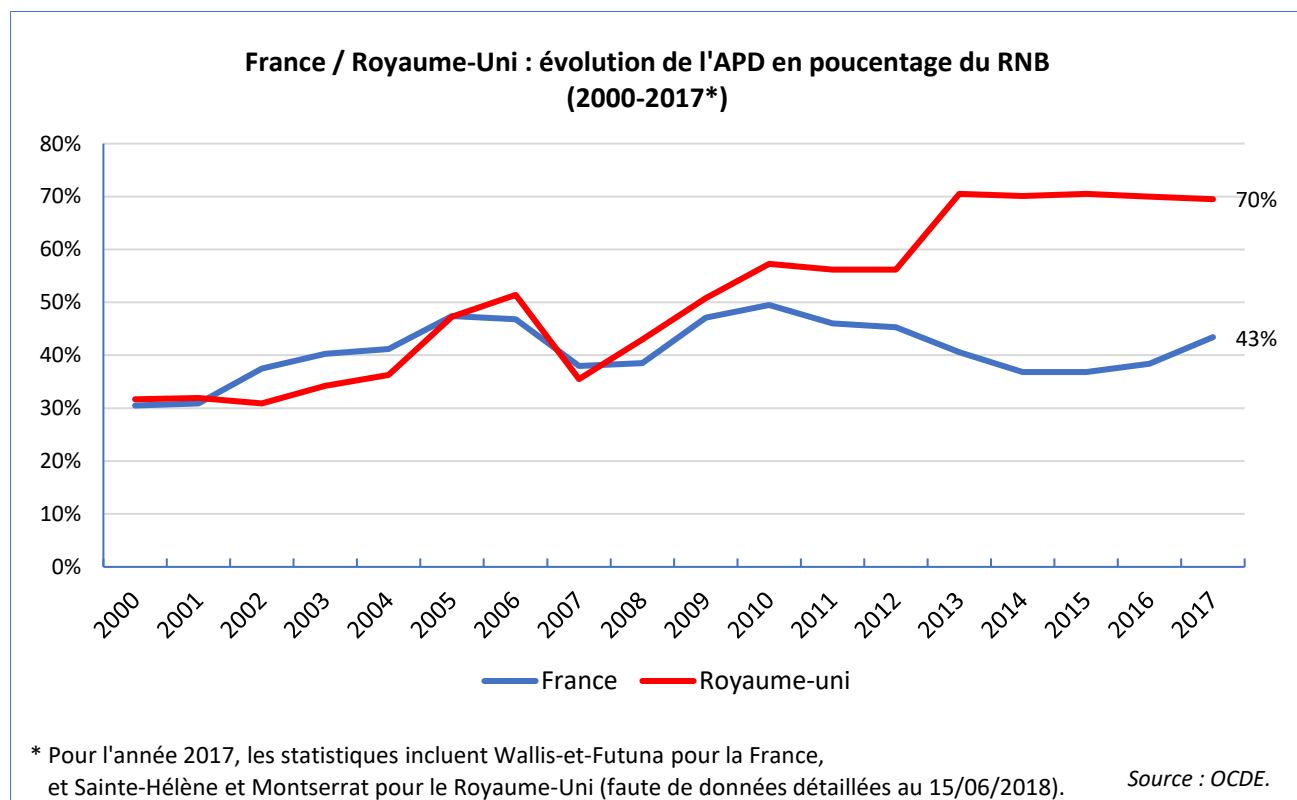
Ilyes Zouari / à partir des données de l'OCDE.

Au passage, il est intéressant de constater que la RDC continue à être l'un des rares pays non anglophones à faire partie des principaux bénéficiaires de l'APD britannique, en se classant à la 10^e position pour le total des aides bilatérales et multilatérales reçues. En 2016, 292 millions d'euros ont ainsi été alloués à la RDC, soit 2,6 fois plus (+ 163 %) que les 111 millions d'euros octroyés par la France. Et sur la période quinquennale 2012-2016, le montant alloué par le Royaume-Uni a été en moyenne de 328 millions d'euros par année, contre une moyenne de seulement 98 millions pour la France

(soit 3,3 fois plus, ou + 234 %). Par ailleurs, il est important de noter qu'un peu plus de la moitié des aides versées par le Royaume-Uni le l'est de manière bilatérale, tandis que la grande majorité des aides versées par la France l'est par le canal de l'aide multilatérale (71,4 % en 2016, et 79,0 % en 2015). Chose qui démontre la grande faiblesse des relations politiques entre la France et la RDC, qui ne sont autre que les des plus grands pays du monde Francophone.

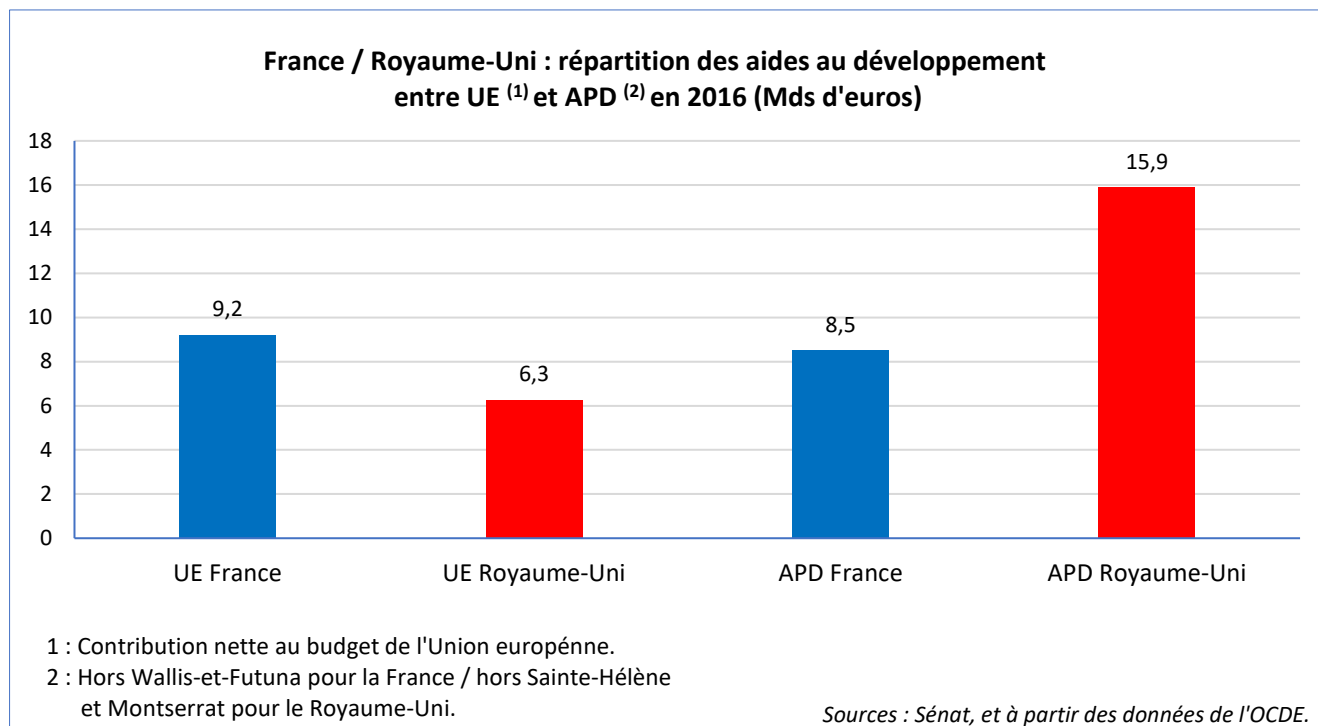
Certes, cette politique britannique à l'égard de la RDC puise certainement une partie de ses origines dans la responsabilité du Royaume-Uni dans l'instabilité chronique dont souffrent certaines zones de l'est de la RDC depuis le génocide rwandais de 1994. Et ce, pour avoir (avec les États-Unis) encadré et financé des milices armées anglophones qui multiplièrent, à partir de l'Ouganda voisin, les attaques meurtrières au Rwanda au début des années 1990, propageant ainsi un climat de paranoïa collective qui fut à l'origine du triste génocide (déclenché au lendemain de l'assassinat simultané de deux présidents de pays souverains - le Rwanda et le Burundi, cas unique dans l'histoire), et du long chaos qui s'en suivit dans l'est de la RDC voisine, avec pour résultat la mort d'environ quatre millions de civils. Toutefois, et quelles que soient les raisons de l'importance de l'aide britannique (à laquelle s'ajoute également une importante aide américaine), rien ne peut justifier la si grande faiblesse de l'intérêt de la France pour ce pays qui est le premier pays francophone du monde. Tout argument invoqué pour justifier cette situation est simplement irrecevable.

Avec un montant de 15,9 Mds d'euros en 2016 (16,2 Mds en 2015), l'APD britannique est donc désormais considérablement supérieure à celle de la France (8,5 Mds d'euros en 2016, et 8,0 Mds en 2015). Alors que la France et le Royaume-Uni étaient historiquement à peu près au même niveau jusqu'en 2007, ce dernier a par la suite fortement augmenté son APD jusqu'à devenir l'un des rares pays développés - et la seule grande puissance - à atteindre le niveau recommandé par les Nations Unies de 0,7 % du Revenu national brut (RNB), malgré la terrible crise économique et financière que connut le pays pendant plusieurs années. De son côté, l'APD française pour l'année 2016 était exactement au même niveau qu'en 2007 (0,38 % du RNB)...

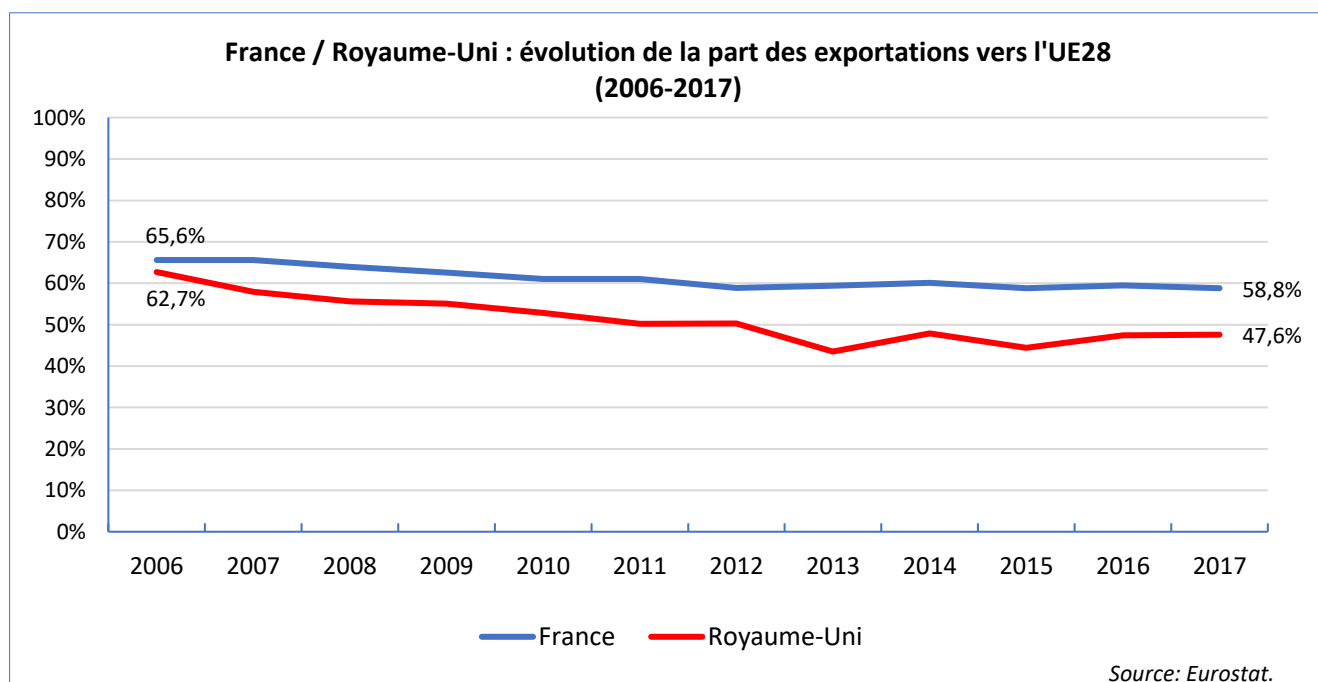


L'importance de l'APD britannique s'explique par deux des plus importantes décisions prises par le Royaume-Uni au cours des quatre dernières décennies, et dont ont résulté, d'une part, la plus faible contribution du pays au budget de l'UE (6,3 Mds d'euros en 2016, contre 9,2 Mds pour la France), et d'autre part, le maintien de la souveraineté monétaire du Royaume, libre

des contraintes frappant les pays membres de la zone euro. Et ce, contrairement donc à une France « engluée » dans ses obligations européennes, qui l'éloignent du reste du monde et l'empêchent désormais d'assumer pleinement son statut de grande puissance mondiale.



Cet européocentrisme de la France se traduit d'ailleurs dans l'évolution récente de son commerce extérieur, différente de celle d'un Royaume-Uni plus ouvert sur le monde. Ainsi, et alors que la part de l'UE (selon ses frontières actuelles) dans les exportations des deux pays était à peu près la même en 2006 (65,6 % pour la France et 62,7% pour le Royaume-Uni, selon Eurostat), celle-ci baissa assez modestement pour la France pour atteindre 58,8 % en 2017, tandis qu'elle baissa fortement pour le Royaume-Uni en descendant sous la barre des 50 % (47,6 %). L'écart entre les deux pays est encore plus évident en ce qui concerne les importations, qui étaient à 69,8 % d'origine européenne pour la France en 2017 (en hausse par rapport à 2006 !), contre seulement 51,8 % pour le Royaume-Uni. Un pays parfaitement conscient du fait qu'une grande puissance ne peut consacrer l'essentiel de son énergie à son seul continent, au détriment du reste du monde.



Le repli de la France sur l'UE constitue ainsi une menace pour la puissance du pays et son indépendance, l'isolant partiellement du reste du monde et notamment du vaste monde francophone, dont les Français ignorent presque tout. À titre d'exemple, la quasi-intégralité de la population française ignore tous des Jeux de la Francophonie qui se sont tenus en juillet 2017 à Abidjan (contraste saisissant avec la couverture médiatique dont jouissent les Jeux du Commonwealth au Royaume-Uni), de la Basilique Notre-Dame de la Paix de Yamoussoukro en Côte d'Ivoire (qui n'est autre que le plus grand édifice chrétien au monde, quasi-réplique de la basilique Saint-Pierre de Rome), du concours musical *The Voice Afrique francophone* (qui fût dans sa saison 2016-2017 le plus grand concours musical au monde en termes d'audience cumulée), ou encore du peuple acadien - au Canada et non en Louisiane - et de leur drapeau, qui n'est autre que le drapeau tricolore orné d'une petite étoile aux couleurs papales et symbole de la Vierge Marie.

Une ignorance dont la responsabilité est à imputer en premier aux responsables politiques, à un certain nombre de hauts fonctionnaires de l'Éducation nationale et aux médias, et qui s'oppose à la plus grande culture qu'ont les Britanniques au sujet des pays du Commonwealth. Une bien meilleure connaissance qui explique en bonne partie leur attachement viscéral à leur langue, à sa défense et à sa diffusion. Et ce, contrairement à une majorité de Français qui, maintenus dans une certaine ignorance, se désintéressent consciemment ou inconsciemment de la leur, car ignorant sa dimension mondiale.

Des perspectives peu encourageantes

Certes, le gouvernement français a annoncé son intention de porter son APD à 0,55 % du RNB d'ici à 2022. Et selon les dernières données disponibles, mais non encore détaillées, l'APD française a atteint 0,43 % du RNB en 2017, soit un montant de 10,1 Mds d'euros (Wallis-et-Futuna ici inclus, soit probablement environ 0,1 Md à déduire). Cependant, l'expérience démontre qu'il convient toujours de demeurer prudent quant à ce genre de déclarations, d'autant plus que l'APD de la France pourrait souffrir de toute éventuelle nouvelle crise économique en raison des contraintes budgétaires liées à l'appartenance du pays à la zone euro, et auxquelles échappe le Royaume-Uni. De plus, le Brexit pourrait avoir pour conséquence une augmentation de la contribution nette de la France au budget de l'UE, au détriment de l'APD.

Par ailleurs, et même si cet objectif devait être atteint, l'APD française se monterait alors, à PIB constant base 2016, à près de 12,50 Mds d'euros, soit encore assez loin des près de 16 Mds d'euros alloués annuellement par le Royaume-Uni (15,9 Mds en 2016 et 15,9 Mds en 2017, Sainte-Hélène et Montserrat inclus pour cette dernière année, soit probablement environ 0,1 Md à déduire). Un écart qui correspondrait d'ailleurs, à peu près, à celui existant entre les deux pays au niveau de leur contribution nette au budget de l'UE (2,9 Mds d'euros en 2016, selon les dernières données disponibles et au détriment de la France). Enfin et surtout, rien ne laisse penser à ce stade que cette éventuelle hausse de l'APD française profiterait principalement aux pays du monde francophone, tout comme l'APD britannique profite principalement aux pays anglophones.

De toute façon, tant que le monde francophone continuera à recevoir un sixième seulement de la somme totale des aides versées par l'Hexagone à des pays étrangers, et tant que cet ensemble de pays francophones recevra proportionnellement à sa population environ 10 fois moins d'aides que l'ensemble composé par les pays d'Europe orientale membres de l'UE (UE13), toutes les déclarations officielles favorables à la « francophonie » et mettant en avant la nécessité d'aller vers une francophonie économique ne seront guère à prendre au sérieux.

L'actualité récente vient d'ailleurs de fournir un indice supplémentaire sur le niveau de sincérité de l'engagement de la France pour le monde francophone, avec le soutien officiellement apporté par celle-ci à la candidature d'un pays totalement anglophone à la présidence de l'OIF, en l'occurrence le Rwanda. Un pays qui, de surcroît, a l'un des régimes les plus totalitaires de la planète, un des rares au monde à être encore au niveau « zéro » en matière de liberté d'expression, le seul probablement avec la Corée du Nord à avoir pour habitude de faire assassiner ses opposants même en pays étranger, et dont le président, *de facto* au pouvoir depuis 1994 (mais officiellement depuis 2000) a modifié la constitution du pays en 2015 afin d'être en mesure de se maintenir à son poste jusqu'en 2034 (soit 40 années de règne). Par ailleurs, une présidence rwandaise de l'OIF aurait pour conséquence de disqualifier cette organisation en matière de francophonie et de promotion de la langue française, ainsi qu'une matière de promotion de la démocratie et des droits de l'homme (tout comme la diplomatie française...).

Penser que le régime rwandais, qui s'est souvent montré hostile à l'OIF, et même agressif à l'égard de certains pays membres de cette organisation (le RDC et du Burundi voisins), pourrait se mettre à mener une politique favorable au français et aux pays francophones, et qu'il cesserait de défendre les intérêts des puissances étrangères qui ont l'ont installé et le financent massivement (faisant du Rwanda un des pays les plus aidés au monde sur ces 20 dernières années, mais qui demeure pourtant l'un des pays les plus pauvres du continent avec un PIB par habitant d'environ 720 dollars seulement, soit moins de la moitié du niveau du proche Kenya ou de la Côte d'Ivoire), relève d'une grande naïveté, une des plus grandes de l'histoire de la diplomatie française.

Le 15 juin 2018

Ilyes Zouari
Président du CERMF
(Centre d'étude et de recherche sur le monde francophone)

www.cermf.org
info@cermf.org